

---

## LA PERCEPTION DU « FAIT FRANÇAIS » QUÉBÉCOIS AUX ÉTATS-UNIS

**Joshua A. Fishman\***

Traduit par Cartier et Lelarge

---

Aux États-Unis, les journaux ne portent pas beaucoup d'intérêt au Québec francophone. Si la chanson populaire *Blame Canada* est devenue une allusion comique (voire offensante) à l'insignifiance présumée de ce pays, le Canada français dans son ensemble, et particulièrement le Québec, est considéré au mieux comme amusant et négligeable, et, au pire comme pernicieux ou perturbateur. Le Canada est le voisin le plus grand et le plus étroitement lié aux États-Unis, mais ce lien vient en grande partie de la bonne volonté du Canada de suivre l'exemple politique, économique et culturel américain. Le Canada anglais a par conséquent le statut de jeune cousin en ligne directe dont on peut attendre sans se tromper une attitude pleine de respect et d'admiration. Par comparaison, le Canada français fait figure de cousin au deuxième degré, distant et légèrement excentrique. Quant au Québec, c'est le mouton noir exubérant de la famille, la sempiternelle cinquième roue grinçante du carrosse, celui qui réclame plus d'attention et d'égards.

Le *New York Times*, prétendu arbitre de toutes les informations qui se doivent d'être imprimées en Amérique, offre un exemple de la place accordée au Québec francophone dans les journaux des États-Unis. À titre d'exemple, en 1999 (dernière année dont les données étaient entièrement disponibles au moment de la rédaction de ces lignes), on y relève 11 mentions du Québec en tout, ce qui est fort peu. Sur les 11 mentions, trois concernaient les tensions sécessionnistes entre la province et le gouvernement fédéral, une concernait l'usage du français qui engendre et exacerbe ces tensions, et le reste concernait les avalanches, le trafic et les abus de drogues, les orphelins et les orphelinats, et divers autres indicateurs de désorganisation sociale. Il n'est pas exagéré

---

\* Joshua A. Fishman est professeur émérite de sciences sociales à l'Université Yeshiva, à New York, et professeur invité de linguistique et de pédagogie à l'Université Stanford, en Californie.

de dire que dans LE journal américain de référence, le Québec est un casse-tête, et son obstination à parler français alors qu'il serait si facile de parler anglais apparaît comme une des principales « causes » de ce statut équivoque.

Certes, une seule source de données n'est pas forcément représentative, même s'il s'agit du *New York Times*. On pourrait espérer découvrir une couverture plus variée et plus constructive dans d'autres publications. Un coup d'œil au *Social Science Index* de 1999 (« Clivage linguistique et vote économique au Canada »; « If Quebec goes... The exodus impact »; « It's Quebec again; secession is back on the front burner »; « Stay away Uncle Jean »; « Daniel in the satirists'den », etc.) révèle aussi un déséquilibre d'attention du même ordre en faveur de la question de l'indépendance. Finalement, le constat est analogue après une lecture approfondie du volume de 1999 du *Readers' Guide to Periodical Literature* (« An airing of dirty linens »; « Allegations of media bias »; « A taste of whine » [sic], etc.). Toutes nos sources, des sources grand public aux sources universitaires, font ressortir à l'unisson des impressions négatives concernant le Québec. Cette approche déteint sur l'image du français au Québec, qui n'est déjà pas brillante. Le lecteur qui pense que 1999 a été une année à part et que l'image du Québec en 1998 et 2000 a été mieux relayée sera terriblement déçu. S'il faut reconnaître que c'est le sensationnel qui fait vendre les journaux (est-ce le cas des articles universitaires?), un régime prolongé d'articles négatifs finit nécessairement par laisser derrière lui une piètre image du Québec, quel que soit le message explicite véhiculé.

#### « Quelle serait votre réaction, Monsieur Fishman? »

Aux États-Unis, quand il m'arrive de présenter favorablement les aspirations de nombreux Hispaniques, Noirs ou Amérindiens et de dire que leurs langues devraient être préservées de l'érosion et défendues au nom de l'intérêt public, on me pose souvent la question suivante : « Quelle serait votre réaction si ce qui est arrivé au Québec se produisait ici? » En général, je réponds par une autre question : « Que croyez-vous qui est arrivé au Québec? » On me répond généralement que « c'est tout simplement horrible là-bas ». Les Américains ont entendu, lu ou imaginé des histoires de combats de rue (peut-être une mauvaise interprétation du conflit sur l'affichage), de sécession (déjà réalisée ou à venir), de querelles, d'amertume, d'intrusion de la police dans la vie privée (« la police de la langue »), de tendances racistes à l'encontre des anglophones d'origines diverses et de l'exode subséquent inévitable des citoyens anglophones, d'Américains et d'autres Occidentaux, d'où chômage et pauvreté croissante. L'image négative entourant le Québec éclabousse la langue française qui, par ailleurs, participe elle-même souvent directement à nourrir cette image peu reluisante du Québec.

#### Le malaise du courant majoritaire

Naturellement, la beauté est quelque chose de subjectif et il en va de même du verdict donné dans la presse ou issu de la sagesse populaire, selon lequel « c'est tout simplement horrible là-bas ». La majorité des Américains (y compris la presse et les universités) considèrent que la « Révolution tranquille » québécoise n'a pas été si tranquille que ça. À leur avis, elle a profondément perturbé l'ordre établi et contrarié le simple bon sens. Elle est associée à la fois au fait que l'anglais ait été détrôné et au

remplacement de ceux qui avaient auparavant le contrôle de l'économie, du pouvoir législatif, des rouages de l'éducation et de la signalisation publique. Le Québec en est arrivé à représenter un renversement de la propriété, phénomène qui inquiète toujours l'*establishment*, surtout quand il survient chez le voisin. La législation sur la langue, en plus de mettre en cause le pouvoir établi, comme on l'a expliqué précédemment, est considérée comme un entêtement inutile puisqu'on aurait pu adopter une politique de « français plus » (le français *plus* une ou plusieurs autres langues) pour le peuple québécois. En fait, cette approche « français plus » est la politique actuellement privilégiée par les nouveaux dirigeants québécois pour leur entourage et le fait d'en exclure le francophone ordinaire est considéré comme de l'exploitation, en fonction de ses propres intérêts, de la part de la nouvelle élite d'abord préoccupée par son pouvoir et son succès, et ne reculant devant rien pour les préserver. Lorsque, il y a quelques années, le ministre québécois de l'Éducation a expliqué lors de son passage à la télévision américaine que l'objectif des efforts de francisation du gouvernement provincial était de défendre une langue affaiblie démographiquement et marginalisée fonctionnellement à cause des assauts irrésistibles de l'anglais, les médias et les campus ont retenti d'un éclat de rire tonitruant ! Cette tentative de mascarade sous couvert de croisade au nom du pluralisme ethnolinguistique, alors que le Québec était engagé dans ce qui était finalement considéré comme des pratiques mégalomaniaques d'autoglorification, a causé un tort infini à l'image du « fait français du Québec » au sud de la frontière.

### **Le malaise des courants minoritaires américains**

Si les forces de la francisation au Québec sont bien conscientes du malaise qu'elles suscitent dans la majorité anglo-américaine (« C'est bien fait pour eux! Soignons-les comme ils nous soignent! »), le tort qu'elles causent aux Chicanos, aux Amérindiens et aux Noirs est beaucoup moins évident à leurs yeux. Je sais que depuis une trentaine d'années l'Office de la langue française fait des efforts pour aider les Franco-Canadiens en Nouvelle-Angleterre, mais, à ma connaissance, il n'a joué aucun rôle consultatif auprès d'autres minorités linguistiques américaines (pas plus qu'un autre organisme de la francisation au Québec). Quoi qu'il en soit, le style, le rythme et le degré de francisation au Québec ont posé des problèmes importants aux efforts des minorités ethnolinguistiques. Pour parler franchement, celles-ci ont été rangées dans le même lot que les séparatistes. Les conséquences (ou même les « dangers ») séparatistes des aspirations de nature ethnolinguistique d'Américains de diverses origines sont « attestés » depuis le début des années 1920. À l'époque, les audiences tristement célèbres du procès *Meyers vs. Nebraska* atteignirent le niveau de la Cour suprême des États-Unis parce que M. Meyers, catéchiste au sein d'une communauté germano-américaine, commit le péché impardonnable d'enseigner la Bible aux petits enfants en allemand (dans une école confessionnelle)! Aujourd'hui encore, des accusations de déloyauté (« séparatisme ») et d'ethnocentrisme sont proférées, autant à l'endroit des nouveaux arrivants que des vieux immigrants, beaucoup de ces derniers ayant précédé de plusieurs siècles l'arrivée dans ce pays du prétendu courant majoritaire.

Les principales minorités ethnolinguistiques aux États-Unis n'ont pas de statut de « cofondateur » attesté par la loi et ne peuvent compter que sur leurs propres

convictions pour défendre leurs différences culturelles et résister au harcèlement politique et économique. Si on les accuse en public ou en privé « d'essayer de faire ici la même chose qu'au Québec », on constate qu'ils ne sont pas assez nombreux, pas assez organisés, pas assez forts démographiquement pour assurer leur défense eux-mêmes ou pour faire progresser leur culture. Ils n'ont pas non plus le poids politique et économique nécessaire. Qu'il en soit ainsi ne signifie pas qu'il faille accabler d'un fardeau de culpabilité les efforts de francisation au Québec (et ce n'est pas une raison valable non plus). Mais comme tout changement social planifié amène son lot d'effets secondaires imprévus, on devrait se rendre compte au nord de la frontière que celui-ci en fait partie. Les porte-parole des forces armées américaines parlent de « dommages collatéraux » quand ils tuent par accident des civils innocents au cours de leurs attaques. Le fait français au Québec a causé des dommages collatéraux aux efforts ethno-linguistiques ici aux États-Unis. En aucune façon, on ne peut y voir la raison de l'abondante « mauvaise presse » dont font l'objet le Québec et la francisation; cette mauvaise presse n'a d'ailleurs sans doute rien d'inquiétant et est peut-être inévitable. Mais s'il doit y avoir de l'indulgence, aux États-Unis, pour cette tentative de francisation et pour le développement parallèle d'une plus grande hétérogénéité ethno-linguistique en Amérique du Nord, il faudrait que les francophones du Québec ne pensent pas qu'à eux.